

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES E. PEYSSON

LES BELLES
26190 Oriol-En-Royans

Références : 20250610-RAP-DACA0684
Code AIOT : 0006100680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement CARRIERES E. PEYSSON implanté LES BELLES 26190 Oriol-en-Royans. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES E. PEYSSON
- LES BELLES 26190 Oriol-en-Royans
- Code AIOT : 0006100680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société E.PEYSSON à ORIOL EN ROYANS a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation par arrêté préfectoral n°2019094-0002 du 4 avril 2019 (renouvellement sur 39 000 m² et extension sur 33 240 m²), pour une durée de 25 ans et une production maximale annuelle de sables et graviers de 50 000 tonnes.

L'arrêté porte aussi sur une installation de criblage, lavage et concassage de produits minéraux

naturels d'une puissance de 402 kW.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
3	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.2	Demande d'action corrective	12 mois
5	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Bornage	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 10.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
14	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
15	Déchets	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
16	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 13.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
18	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
20	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 1	Sans objet
6	Information du public	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.1	Sans objet
9	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.3	Sans objet
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 10.2	Sans objet
17	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 14.1	Sans objet
19	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article Annexe 1 - article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance. Également, un dossier a été déposé en 2021 sur lequel l'exploitant doit se positionner quant à sa poursuite.

Les autres actions correctives concernent entre autres la clôture qui doit être complétée (déjà signalé en 2020), des aménagements de voirie non encore réalisées, l'entretien du fossé permettant d'éviter le ravinement des fronts, l'évacuation de déchets présents sur le site, la réalisation du plan de gestion des déchets d'extraction, la fourniture du rapport de mesures de bruits et la réalisation de la mise à jour de l'étude permettant de s'assurer de la stabilité des fronts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Production maximale annuelle autorisée
Prescription contrôlée : [...] Rythme maximum d'exploitation : 50 000 t/an [...]
Constats : Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sont les suivantes : 2021 : 33 000 t 2022 : 30 000 t 2023 : 26 500 t 2024 : 26 000 t

Les tonnages produits respectent l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Données générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative de l'installation de traitement des matériaux			
Prescription contrôlée : [...]			
Rubrique	Activité	Critères propres au site	Régime
[...]			
2515.1b	Criblage-lavage et concassage de produits minéraux naturels	Puissance totale installée : 402 kW	Enregistrement
[...]			
Constats : L'exploitant met actuellement en place une nouvelle installation de traitement des matériaux fixe d'une puissance non encore connue.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Quand le besoin sera mieux défini, l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance concernant cette nouvelle installation de traitement. En fonction des modifications envisagées, celles-ci pourront faire l'objet d'un examen au cas par cas.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 12 mois			

N° 3 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Prescription contrôlée : [...] Une clôture de sécurité avec signalisation du danger sera construite sur l'intégralité du périmètre faisant l'objet de la demande de renouvellement et d'extension dès l'obtention de l'autorisation d'exploiter.
Constats :

Non conformité lors de l'inspection du 22/10/2020
Une clôture est présente le long de la route départementale ainsi que le long de la route privée (propriété de l'exploitant) située au sud et sud-ouest de la carrière. Elle est équipée de panneaux signalant le danger. Cette clôture n'est cependant pas présente sur l'intégralité du périmètre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit compléter la clôture afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de zones refuges
Prescription contrôlée :
Les refuges existants, créés par la société Peysson le long de la RD 254 afin de permettre le croisement des véhicules, devront être réaménagés avec une structure de chaussée en adéquation avec le trafic poids lourds supporté et régularisé par une demande de permission de voirie. [...]
Constats :
Observation lors de l'inspection du 22/10/2020
En 2021, l'exploitant a fait réaliser les plans des aménagements par un géomètre, avait obtenu du conseil départemental les arrêtés d'alignement et réalisé les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT). Devant l'opposition des riverains concernés par les arrêtés d'alignement, les travaux n'ont finalement pas eu lieu. Les arrêtés ne sont actuellement plus valides (durée de validité 1 an).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit se rapprocher du département pour relancer la procédure et trouver des solutions pour faire les aménagements prévus. Les travaux seront ensuite à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée : [...] <p>Le projet de déplacement et de modification de l'accès à la carrière depuis la RD 254 sera étudié en concertation avec les services du Département. Il fera l'objet d'une demande de permission de voirie par l'exploitant auprès du Centre Technique Départemental de Saint-Jean-en-Royans.</p>
Constats : Observation lors de l'inspection du 22/10/2020 L'exploitant souhaite que l'accès à la carrière depuis la RD 254 ne soit pas déplacé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance argumenté et exposant les conséquences en termes d'impacts, notamment sur la sécurité routière, pour demander la modification de cet article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier un panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Observation lors de l'inspection du 22/10/2020 Un panneau est existant sur la paroi de l'algeco présent à l'entrée du site. Il a été positionné à l'intérieur du site suite à des dégradations. Il mentionne les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée :

<p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, et le cas échéant des bornes de nivellement.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation lors de l'inspection du 22/10/2020</p> <p>À cette période de l'année, la végétation est très dense et masque les bornes. Une borne surmontée d'un fer à béton avec de la bombe orange est visible au sud du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de bornage est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux de ruissellement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Afin d'éviter le ravinement des fronts sableux, un fossé étanche (bétonné) à 10 m environ des fronts sera mis en place. Les eaux qui circuleront dans ce fossé seront dirigées par gravité vers le bassin d'orage situé à l'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La végétation est tellement dense et épaisse que le fossé n'est pas visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au débroussaillage de ce fossé pour qu'il puisse retrouver toutes ses fonctionnalités et ensuite en assurer son entretien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Dispositions particulières d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est limitée en profondeur à la cote de 360 m NGF, soit une épaisseur maximale exploitable de 38 m.
Constats : La cote minimale indiqué sur le plan d'exploitation du 15/01/2025 est de 376,27 m. La cote minimale d'extraction est bien respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Un diagnostic par un homme de l'art sera établi tous les 6 mètres de hauteur de front dégagé afin de définir les adaptations éventuellement nécessaires à sa pérennité. [...]
Constats : Aucun diagnostic de stabilité des fronts n'a été réalisé depuis l'étude géotechnique de juin 2016 fournie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. Une zone au sud-est du site présente une ravine très profonde et une petite zone d'instabilité. L'exploitant indique que les employés n'exploitent plus dans cette zone.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un moyen physique pour empêcher les employés d'aller dans cette zone. Une mise à jour de l'étude géotechnique doit être réalisée pour s'assurer de la stabilité des fronts en cours d'exploitation et pour avoir des préconisations permettant un retour à la stabilité de la zone sud-est.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours pour la mise en place d'un moyen physique d'empêcher l'accès à la zone à risques 6 mois pour la mise à jour de l'étude géotechnique

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 7.9
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation, sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et en particulier le niveau du fond de fouille, - les zones remises en état, - les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et s'il y a lieu leur périmètre de protection, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découverte. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Interdépartementale Drôme-Ardèche.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation lors de l'inspection du 22/10/2020</p> <p>Le plan consulté a été réalisé le 15/01/2025 et fait bien apparaître les limites d'autorisation ainsi que la limite des 10 m par rapport à cette limite d'autorisation avec un repérage par rapport au cadastre.</p> <p>Les courbes de niveau ainsi que les infrastructures sont indiquées. Il manque cependant une légende permettant de rendre le plan plus lisible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra rajouter une légende à son plan d'exploitation afin de préciser la nature des informations présentes sur le plan.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Elle sera équipée d'un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'aire de ravitaillement en carburant aura une surface de 40 m² environ, lui permettant d'accueillir simultanément l'engin à ravitailler et le véhicule ravitailleur.</p>

Les véhicules seront parqués sur l'aire étanche en dehors des heures de fonctionnement. [...]
Constats : Il n'y a pas d'aire étanche sur le site et le ravitaillement des engins se fait en bord à bord.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La dalle étanche est à réaliser conformément aux prescriptions ci-dessus. Dans l'attente de sa réalisation, l'exploitant devra mettre en place une rétention mobile pour le ravitaillement en bord à bord ainsi qu'une procédure pour l'utilisation de cette rétention mobile. Elle devra également être utilisée pour le stationnement des engins au niveau du bloc moteur / réservoir afin de contenir tout écoulement éventuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Il n'y aura pas de prélèvements d'eau sur le site. [...]
Constats : Observation lors de l'inspection du 22/10/2020 L'exploitant indique que le piézomètre présent sur le site a bien été condamné. Celui-ci n'est plus visible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. [...]
Constats :

<p>L'engin vérifié ne dispose pas d'extincteur.</p> <p>Deux extincteurs sont présents à côté des algecos à proximité de l'entrée du site. La dernière vérification a été réalisée le 13/01/2025. Le rapport de vérification mentionne 9 extincteurs portatifs véhicules pour les sites de Saint Nazaire et Oriol en Royans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un extincteur dans chaque engin mobile présent sur la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une grosse quantité de pneus est présente sur le site. Ces pneus peuvent être à la fois source de pollution en raison des composés chimiques qu'ils contiennent et ils peuvent également servir de nids pour les moustiques participant à leur prolifération.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire évacuer ses pneus dans une installation autorisée conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : Plan de gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une</p>

modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des déchets d'extraction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un plan de gestion des déchets d'extraction qu'il révisera ensuite tous les cinq ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 17 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 14.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits		
Prescription contrôlée :		
[...]		
Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h30 à 19h00 (jour), sauf samedis, dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 19h00 à 7h30, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	
De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		
[...]		
Constats :		
Les résultats des mesures réalisées le 20/10/2021 sur quatre points, deux points en limite de propriété et deux points au droit des zones à émergence, sont conformes.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 18 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle des niveaux sonores sera effectué en début d'exploitation puis au moins une fois tous les trois ans, au droit des zones à émergence réglementée (riverains les plus proches). [...]
Constats : Les dernières mesures de niveaux sonores ont été réalisées le 20/10/2021 sur quatre points : deux points en limite de propriété et deux points au droit des zones à émergence. La campagne de mesures a duré 30 minutes et l'intervalle d'observation était de 8h25 à 14h.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a programmé la prochaine campagne de mesures en 2025. Le rapport de cette campagne de mesures sera à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article Annexe 1 - article 5
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à la DREAL - Unité interdépartementale Drôme-Ardèche le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant la fin de leur échéance. [...]
Constats : Les garanties financières sont constituées jusqu'au 04/04/2029.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2019, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée :

<p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un dossier de porter à connaissance pour modifier les conditions d'exploitation afin de pouvoir exploiter le calcaire présent sur la carrière avec des explosifs a été déposé le 24/02/2021. Le 07/07/2021, le conseil municipal avait émis un avis défavorable sur l'utilisation d'explosifs. L'exploitant doit se positionner sur la poursuite ou le retrait de ce dossier de porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>